

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.  
du 1 au 15 Février 2016  
n°285



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

**Lundi 1<sup>er</sup> février.**

**RDC: le budget ne prévoit pas de moyens pour lutter contre la corruption.** Le budget de la RDC ne prévoit pas de moyens pour la lutte contre la corruption alors que l'Etat congolais dont le budget est de 8 milliards perd chaque année 15 milliards de dollars américains dus au trésor public. Le cabinet de Luzolo Bambi, Conseiller spécial du Chef de l'Etat pour la lutte contre la corruption, peine ainsi à lutter contre ce fléau, a expliqué lundi Me Jean-Bosco Mwaka Khonde, son conseiller principal. La fuite des capitaux dans les secteurs miniers, de télécom, la fraude fiscale et le blanchiment des capitaux sont les maux les plus graves qui ruinent l'économie congolaise, explique Me Jean-Bosco Mwaka Khonde.

**La route reliant Mbuji-Mayi à Kabeya Kamuanga s'est dégradée.** Le tronçon de la route nationale numéro un qui relie la ville de Mbuji-Mayi au territoire de Kabeya Kamuanga (Kasaï-Oriental) est dégradée, a constaté Antoinette Kapinga Lukusa, commissaire spéciale adjointe de la province du Kasaï Oriental. Les ravins et bourbiers parsèment cette route devenue pratiquement impraticable, rapportent des usagers de cette route.

Kinshasa: l'ACGT va réhabiliter une partie du boulevard du 30 juin. Le directeur de l'Agence congolaise des grands travaux(ACGT), Charles Médard Ilunga, a annoncé samedi 30 janvier qu'une partie du boulevard du 30 juin- au niveau du rond-point Socimat- sera fermée à la circulation à la fin du mois de février. Des travaux y seront réalisés pour réparer un affaissement de la chaussée qui exposerait les usagers de la route à d'éventuels accidents. Selon Charles Médard Ilunga, cet affaissement est provoqué par le dysfonctionnement d'un gros tuyau placé en-dessous de la chaussée et qui traverse le boulevard au niveau de Socimat.

**L'UA renonce à déployer une force au Burundi dans l'immédiat.** L'Union africaine(UA) a renoncé dimanche 31 janvier à envoyer dans l'immédiat une force de maintien de la paix au Burundi, en proie à une crise politique meurtrière, face à la réticence de plusieurs chefs d'Etat africains et à l'opposition frontale de Bujumbura. C'est l'une des résolutions du 26e sommet de l'Union africaine (UA) qui s'est clôturé dimanche 31 janvier à Addis-Abeba (Ethiopie). Au cours de ce sommet, les chefs d'Etat ou leurs représentants ont abordé des sujets sur les droits de femmes, la protection des droits de l'Homme, la sécurité et le développement régionaux.

**Lubumbashi: des policiers ont encerclé une église où Kyungu et ses partisans priaient.** Au moins cinq véhicules transportant des policiers ont encerclé dimanche 31 janvier la Basilique Sainte-Marie dans la commune de la Kenya à Lubumbashi (Haut-Katanga), où priaient le président de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec), Kyungu wa Kumwanza et les militants de son parti. Après l'arrivée des policiers, d'autres militants restés à l'extérieur de l'église ont commencé à scander des slogans et entonner des chansons hostiles aux policiers. Selon le premier secrétaire général national adjoint chargé des provinces de l'Unafec, Dieudonné Bamoïna, après la prière à l'église, Gabriel Kyungu s'est rendu au directoire de son parti pour lancer un appel au calme.

**Nord-Ubangi: la société civile déplore l'état des prisons.** Le président de la société civile du Nord-Ubangi, Taylor Taima, déplore les conditions de détention dans les prisons de Gbadolite, Businga et Bobagi. Il a évoqué

l'état de ces prisons dimanche 31 janvier après la tournée qu'il dit y avoir effectuée. « La situation est catastrophique, partout où nous sommes passés. A la prison de Gbadolite, par exemple, il n'y a pas d'installations hygiéniques, alors qu'elle est à côté d'un internat où étudient les élèves. Le milieu est devenu pollué», a-t-il fait savoir. Parlant de la prison de Businga, M. Taima indique que cette maison carcérale, construite à l'époque coloniale pour garder une vingtaine de détenus, compte actuellement 86 prisonniers. Il s'y développerait une maladie contagieuse semblable à la varicelle. A l'occasion, le président de la société civile du Nord-Ubangi a lancé un appel aux autorités pour qu'elles améliorent les conditions de détention dans les prisons de cette province issue du démembrement de l'Equateur.

**Sud-Kivu : les parents d'élèves acceptent de payer la prime aux enseignants.** Les associations des parents d'élèves du Sud-Kivu ont décidé, samedi 30 janvier, de continuer à payer la prime scolaire jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. La décision a été prise à l'issue d'une rencontre de tous les partenaires du secteur de l'éducation en province notamment les syndicats, les coordinations des écoles catholique et protestante. Les parties ont convenu que les parents paieront la prime des enseignants mais pas les autres frais qu'exigent les gestionnaires des écoles.

**RDC : le nouveau commandant de la force de la Monusco a pris ses fonctions.** Le général-major Derrick Mbuselo Mgwabi, le nouveau commandant de la force de la Monusco, a officiellement pris ses fonctions lundi 1er février au quartier général de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC à Kinshasa. Il remplace à ce poste le général Carlos dos Santos Cruz. Âgé de 59 ans, il affiche une expérience militaire et internationale de plus de 35 ans, selon le porte-parole de la Monusco, Prosper-Félix Basse, qui retrace son parcours : « Il était commandant de la force des Nations unies au Burundi de 2004 à 2006. Avant de rejoindre la Monusco, il était le chef des opérations conjointes des forces de défense sud-africaine après avoir été notamment le directeur des forces spéciales et l'un des responsables de l'infanterie de son pays ».

**Kinshasa : le dollar américain se négocie officiellement à 929 FC.** Le dollar américain se vend officiellement à 929, 51 Franc congolais (FC) au taux officiel, selon le communiqué de la troïka stratégique de lundi 1er février. Il se négociait en novembre 2015 à 920 FC. Mais pour le président de l'association nationale des cambistes du Congo, Donat Lengo, le marché de change a ouvert ce lundi à un taux supérieur à celui annoncé par la troïka stratégique.

**Ituri: une ONG locale a soigné 407 femmes victimes de violences sexuelles.** L'ONG locale Solidarité féminine pour le développement intégral (Sofepadi) a soigné quatre cent et sept femmes victimes des violences sexuelles en 2015, a annoncé lundi 1er février, Julienne Lusenge, présidente de cette organisation. Elle plaide pour un soutien des humanitaires pour l'accomplissement de sa mission. Selon elle, la situation de violence sexuelle est toujours préoccupante en RDC et malgré les efforts des autorités.

**Mardi 2 janvier.**

**RDC : un parti de l'opposition propose la création d'un comité international d'accompagnement de la Ceni.** Le Rassemblement des Forces sociales et fédéralistes du Grand Katanga (RFS), un parti de l'opposition, propose l'annulation du dialogue national et la création du comité international d'accompagnement de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Cette suggestion est contenue dans le plan de sortie de crise que ce parti a adressé le week-end dernier au facilitateur de l'Union africaine, Edem Kodjo.

**Nord-Kivu: l'attaque d'un poste de police fait 3 morts.** Des hommes armés ont attaqué dimanche 31 janvier un poste de police situé au village Kalangala dans le groupement Mufunyi Karuba (Nord-Kivu). Ils y ont tué trois personnes et blessé trois autres, selon des sources locales. Des sources administratives font pourtant état de deux morts dont un policier.

**Tanganyika : dégradation de la route Kalemie-Nyunzu.** Selon les usagers qui empruntent cette route, sa dégradation risque de compromettre le trafic dans cette partie de la nouvelle province du Tanganyika. Les usagers craignent que la route soit coupée en deux si rien n'est fait dans un ou deux mois.

**Le maire de Bandundu accusé de détournement des fonds.** Le maire adjoint de Bandundu (Kwilu), Baudouin Tshibuketi accuse le maire de détournement des recettes et des biens de la ville. Selon lui, plusieurs biens constituant les unités de production de la mairie sont gérés par la famille biologique du maire, Zozo Lola. M. Tshibuketi cite notamment le cas du corbillard de la mairie qui, selon lui, est transformé en véhicule de commerce. Il déplore également la gestion des recettes de la morgue, du marché, des ports ainsi que la pose des panneaux publicitaires.

**Des miliciens Raïa Mutomboki accusés d'enlèvements à Shabunda.** La société civile de Shabunda accuse les miliciens Raïa Mutomboki de multiplier les enlèvements des civils dans le groupement Bamuguba-Nord (Nord-Kivu). Elle fait notamment état de l'enlèvement de six personnes le week-end dernier. La société civile de Shabunda signale que les Raïa Mutomboki ont kidnappé quatre autres personnes dimanche 31 janvier dans la localité minière de Nduma, située à plus de 35 km de Lulingu au Nord. Des miliciens Raïa Mutomboki accusés d'enlèvements à Shabunda.

**Goma: 5 enfants meurent dans l'incendie de leur maison.** Cinq enfants d'une même famille ont péri dans un incendie qui s'est déclaré lundi 1er février dans leur maison au quartier Virunga, près du centre-ville de Goma (Nord-Kivu). Selon des témoins, il était 19 heures quand le feu s'est déclaré dans la maison où les cinq enfants, âgés de 3 à 13 ans, dormaient.

**Affaire Bemba: la CPI rendra son verdict le 21 mars 2016.** L'ancien vice-président de la RDC, Jean-Pierre Bemba, poursuivi devant la Cour pénale internationale (CPI) pour des crimes prétendument commis par les troupes de son ancienne rébellion (MLC) en Centrafrique sera fixé sur son sort le 21 mars prochain à 14 heures (heure de la Haye). Les crimes pour lesquels Jean-Pierre Bemba est poursuivi à la Haye auraient été commis en Centrafrique entre 2002 et 2003. A l'époque, M. Bemba était à la tête d'une rébellion, le MLC, qui avait envoyé ses miliciens combattre la rébellion qui menaçait le président centrafricain d'alors Ange Felix Patassé. Jean-Pierre Bemba est ainsi accusé des viols, meurtres et pillages qu'auraient commis ses soldats. C'est depuis 2008 qu'il est détenu dans une prison de la CPI à la Haye. Durant le procès, l'accusation a soutenu que les soldats qui ont commis des atrocités en Centrafrique ont été sous l'autorité et le commandement effectif de Jean-Pierre Bemba. La défense soutient, en revanche, que depuis son quartier général à Gbadolite, l'ancien vice-président arrivé deuxième lors de la présidentielle de 2006 en RDC, ne pouvait contrôler des troupes déployées de l'autre côté de la frontière. Selon elle, ces troupes avaient été placées sous le contrôle des forces armées centrafricaines.

**Cent écoles endommagées après des pluies diluviennes à Malemba Nkulu.** Les pluies diluviennes qui tombent ces derniers jours dans le territoire de Malemba Nkulu (Haut Lomami) ont endommagé une centaine d'écoles. Le responsable local du bureau de la sous-division de l'enseignement, Welonje Kalenga wa Bulundu, a déclaré lundi 1er février que la destruction de ces écoles perturbe les activités scolaires. Les élèves du secondaire éprouvent des difficultés pour passer les examens du premier trimestre.

**Sankuru: une dizaine de cas de violences sexuelles enregistrés à Tshumbe.** Une dizaine de cas de violences sexuelles ont été enregistrés en janvier 2016 à Tshumbe, dans le territoire du Lubefu (Sankuru). D'après les statistiques partielles présentées mardi 2 février par l'Association de défense des droits de la femme et de l'enfant, c'est une augmentation inquiétante par rapport à novembre et décembre où l'on a enregistré respectivement quatre et cinq cas.

**Plus de 100 civils tués dans des attaques armées à Masisi.** Plus de cent civils et trente policiers ont été tués en l'espace de onze mois dans des attaques attribuées à des ex-rebelles du M23 et aux miliciens Nyatura, réfractaires au processus de démobilisation. Le député provincial élu de Masisi, Robert Seninga, qui a livré ces chiffres mardi 2 février à Radio Okapi, regrette que ces hommes armés ne soient pas contrôlés. Il a dénoncé ce qu'il considère comme un échec du processus de réintégration et d'amnistie des ex-combattants œuvrant dans le territoire de Masisi. Il a également plaidé pour le redéploiement des militaires dans cette région, en proie aux groupes armés.

**RDC : 33 ONG exigent à la Ceni la publication d'un calendrier électoral réaménagé.** La coalition de 33 ONG exige à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de publier en toute indépendance un calendrier réaménagé « en tenant compte de l'impératif de délai constitutionnel ». Au cours d'une conférence de presse organisé mardi 2 février à Kinshasa, le coordonnateur du regroupement de ces associations, Me Georges Kapiamba accuse la centrale électorale de « perdre le temps » pour occasionner le glissement du mandat du chef de l'Etat au-delà de 2016. Dans leur déclaration, les 33 ONG disent s'inquiéter de l'enlisement du processus électoral entretenu selon elles par le gouvernement congolais en connivence avec les dirigeants de la Ceni.

**Kinshasa : un journaliste de la RTVS1 porte plainte contre Claude Mashala, cadre du PPRD.** Le journaliste Stanislas Bujakera de la première radio et télévision par satellite (RTVS1) a déposé, mardi 2 février au tribunal de grande instance de Gombe, une plainte contre Claude Mashala, un cadre du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD). Ce dernier l'aurait menacé de mort sur Facebook et au téléphone. Il

explique que Claude Mashala lui a promis « le pire » parce qu'il a émis son point de vue sur Facebook en rapport avec le débat sur le respect du délai constitutionnel.

**La RDC met en place un réseau de télécommunication interbancaire à fibre optique.** Le réseau de télécommunication interbancaire à fibre optique a été installé mardi 2 février au siège de la Banque centrale du Congo. Le coordonnateur de la cellule chargée de l'exécution de ce projet, Alain Lungungu, explique que cette infrastructure va notamment réduire le délai de transaction financière entre la RDC et l'étranger. Selon lui, il va aussi améliorer le climat des affaires et le vécu quotidien des investisseurs. Ce réseau est connecté à 19 banques commerciales agréées, la direction du trésor et la direction de l'ordonnancement du ministère des finances.

**Mercredi 3 février.**

**Les 15 milliards USD qui échapperaient au Trésor public de la RDC, « un chiffre sans fondement », selon Matata Ponyo.** Le Premier ministre de la RDC, Matata Ponyo, a jugé sans fondement le chiffre de 15 milliards de dollars américains qui disparaîtraient chaque année des caisses du Trésor public du fait de la corruption. En décembre dernier, Luzolo Bambi, conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de lutte contre la corruption, avait déclaré que la fraude coûte chaque année jusqu'à 15 milliards de dollars américains à la RDC. Le Premier ministre estime qu'il faut se méfier de ce genre de chiffre. Dans son rapport 2015, Transparency International a classé la RDC 147e sur 168 pays. Le Premier ministre de la RDC estime que cette ONG n'a pas de données correctes.

**RDC: près de 50 000 emplois ont été créés en 2015, selon Matata Ponyo.** Le premier ministre, Augustin Matata a annoncé mardi 2 février que 50 000 emplois ont été créés en 2015 en RDC. Au cours d'une conférence de presse organisée à la primature, il s'est félicité du bilan économique de son gouvernement l'année passée. Le Premier ministre a fait savoir que les principaux indicateurs économiques ont évolué positivement en 2015, malgré la baisse des prix des matières premières et une croissance économique mondiale molle. Il a notamment affirmé que la RDC a terminé l'année avec un taux d'inflation de 0,8%. Ce qui, selon lui, est le taux d'inflation le plus bas enregistré depuis plus de 20 ans. Matata Ponyo a également évoqué le taux de croissance économique de 7,7% enregistré 2015.

**RDC: le plan humanitaire 2016 chiffré à 690 millions USD.** Le plan humanitaire 2016 présenté mardi 2 février à Kinshasa est chiffré à 690 millions de dollars américains. Il doit permettre de venir en aide à 7,9 millions de personnes qui nécessitent une assistance. Les humanitaires estiment que malgré les avancées enregistrées dans le rétablissement de la stabilité et le renforcement des institutions étatiques, de nombreux Congolais continuent de faire face à la crise humanitaire.

**Kinshasa: les habitants de certains quartiers se plaignent des « délestages sévères ».** Les habitants de certains quartiers de Kinshasa se plaignent des délestages sévères qu'ils constatent depuis le début de l'année. Pour manifester leur mécontentement, des jeunes du quartier Salongo dans la commune de Lemba ont brûlé des pneus mardi 2 février, déplorant les coupures fréquentes d'électricité. Ils ont également dénoncé l'indifférence du gouvernement face au manque d'électricité dans cette partie de la ville de Kinshasa.

**La Monusco se félicite de la reprise de la coopération militaire avec les FARDC.** La Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) salue la reprise de la coopération entre les forces armées de la RDC (FARDC) et les casques bleus. La Monusco indique être prête à soutenir le gouvernement dans ses efforts conformément à son mandat de protection des populations civiles.

**Chan 2016 : la RDC en finale après sa victoire contre la Guinée.** A l'issue d'un match à rebondissement, la RDC est en finale. Elle a battu la Guinée aux tirs aux buts par 5-4. Dans le temps réglementaire, les équipes étaient à égalité parfaite d'un but partout.

**Les télévisions Nyota et Mapendo n'ont jamais payé de taxes à l'Etat, accuse un chef de division.** La Radiotélévision Nyota et la Télévision Mapendo interdites de diffusion en RDC, sur décision du ministère des Médias, n'ont jamais payé de taxes à l'Etat, a déclaré mardi 2 janvier le chef de division des postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication du Haut Katanga, Pépin le Bref Asoyo Solomo. Selon Pépin le Bref Asoyo Solomo, les deux médias interdits de diffusion n'ont pas non plus l'autorisation d'exploitation des radios privées.

**RDC : 15 millions USD de la Banque mondiale pour appuyer les PME.** Un crédit de 15 millions de dollars américains sera mis à la disposition des institutions financières sélectionnées pour accorder des prêts aux petites

et moyennes entreprises congolaises (PME), a déclaré mardi 2 février à Kinshasa, le directeur des opérations de la Banque mondiale en RDC, Moustapha Ndiaye.

**Route Lubumbashi-Mitwaba : plus de 20 camions bloqués à cause de l'état de la route.** Une vingtaine de camions transportant plusieurs marchandises de grande consommation sont bloqués aux villages Dikulwe, Toyota et Kiubo à 250 km de Lubumbashi(Haut – Katanga). Selon Donatien Ngoy, administrateur du territoire de Mitwaba, ces véhicules proviennent de Lubumbashi et ne savent plus progresser vers Mitwaba, parce que la route, jadis en mauvais état, est coupée.

**Kisangani : des stations-services a proximité des maisons et des écoles.** L'Organisation non gouvernementale (ONG) Congo en images(CIM) et le groupe Justice et Libération, ont dénoncé dans une conférence de presse organisée le week-end dernier la construction des stations-services dans la ville de Kisangani (province de la Tshopo), à proximité des écoles et des quartiers résidentiels. Ces organisations ont recensé vingt-huit stations-services dans la ville de Kisangani et une dizaine d'autres sont en construction. Leur proximité avec les écoles et les résidences expose la population à un danger.

**RDC: le gouvernement accuse certains acteurs de «réduire l'indépendance de la Ceni».** Le gouvernement congolais fustige le comportement de certains acteurs politiques et sociaux qui donnent des ultimatums à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Son porte-parole, Lambert Mende : «Le gouvernement de la République rappelle que la Ceni à laquelle le peuple congolais a confié exclusivement les clés du processus électoral a été déclarée indépendante par la constitution et toute tentative de réduire ou de limiter cette indépendance est anticonstitutionnelle et illégale et ne favorise pas la sérénité, la cohésion sociale et la paix civile sans lesquelles il n'est point d'élections qui valent la peine d'être organisées».

**Les réalisations du gouvernement : « trop optimistes pour être vraies ».** Les réalisations du gouvernement pendant l'année 2015 sont contestées par l'analyste économique, Michel Somwe. Dans une déclaration faite mercredi 3 février à Radio Okapi, il a affirmé qu'il y a un fossé entre les données économiques du pays et les chiffres avancés par le Premier ministre Matata Ponyo. Le chef du gouvernement a indiqué que le cadre macroéconomique s'est bien comporté avec un taux d'inflation de 0,8% et un taux de croissance économique de 7,7%. Pour Michel Somwe, ces réalisations son « trop optimistes pour être vraies ».

**Jeudi 4 février.**

**Détournement des fonds publics : le parquet général a ouvert des enquêtes.** Près de 15 milliards de dollars dus au trésor public sont détournés chaque année en RDC, selon le cabinet du Conseiller spécial du Président Kabila chargé de la lutte contre la corruption, le terrorisme et le blanchiment des capitaux. En réponse à la première dénonciation de détournement de fonds publics envoyée au parquet, l'avocat général de la République Xavier Bilolo a déclaré mercredi que la justice a ouvert des enquêtes et l'instruction reste secrète. Réagissant mardi au rapport de l'ONG Transparency International qui classe la RDC au 147e rang sur 168 pays, selon l'indice de corruption, le conseiller principal de Luzolo Bambi, conseiller spécial du chef de l'Etat chargé de la lutte contre la corruption, a déclaré que son cabinet ne dispose pas de moyens pour faire face efficacement contre la corruption. Il a par ailleurs confirmé le chiffre de 15 milliards de dollars qui seraient détournés chaque année dans le pays.

**Sud-Ubangi : les forces vives de la province s'engagent à mettre fins aux conflits communautaires.** Une quarantaine d'ONG de la société civile, des notables et leaders communautaires ont signé mardi 2 février à Gemena (Sud-Ubangi), un pacte de bonne gouvernance et de paix, dans l'objectif de mettre un terme aux multiples conflits qui empêchent le développement de la province. C'était à l'issue d'un atelier de quatre jours, organisé par l'ASBL «Organisation paix, unité, réconciliation et reconstruction» (UPURR). Les signataires de ce pacte ont reconnu que la persistance des conflits communautaires, le non-respect des règles de gouvernance et plusieurs autres abus sont à l'origine du sous-développement du Sud-Ubangi.

**Nord-Kivu : l'ONG CEPADHO s'inquiète du climat malsain entre Hutu et Nande à Miriki.**Dans un communiqué rendu public mardi 2 février, L'ONG de défense des droits de l'homme «CEPADHO», alerte l'opinion sur la relation de méfiance entre les communautés Nande et Hutu de Miriki au Sud Lubero (Nord-Kivu), depuis le massacre de 18 personnes dans cette localité, il y a un mois. L'administrateur du territoire de Lubero, Joy Bokele, reconnaît la situation, mais soulignant avoir effectué récemment une mission à Miriki avec le commandement de l'opération Sukola1 et la Monusco, il déclaré avoir constaté qu'il y a plutôt un problème entre les habitants de cette localité et les déplacés de Walikale. Selon lui, le conflit est né du fait que

ces déplacés qui viennent par vagues depuis plusieurs mois suite à la pression des FARDC sur les groupes armés, n'ont pas accès aux champs à Miriki. Au moins 7 blessés lors d'une bagarre entre Hutu et Nande à Luofu

**Le Starec lance la deuxième phase de son programme au Sud-Kivu.** La Stratégie Internationale Soutien à la Sécurité et Stabilisation en coopération avec le Programme national de stabilisation et reconstruction (Starec) a lancé mercredi 3 février à Bukavu la deuxième phase de son programme visant la stabilisation et le développement de cette province. La plaine de la Ruzizi, les Hauts et moyens plateaux de Mwenga et d'Uvira sont les zones bénéficiaires de ce programme. Ce programme s'étale sur une durée d'exécution de 24 mois avec un financement d'environ 8 Millions de dollars américains. Selon Kwinten Joniaux, chef de section stabilisation à la Monusco Sud Kivu, ce programme couvre sept composantes, notamment le dialogue démocratique, la problématique foncière, la gouvernance locale, la sécurité, la relance économique, les ressources naturelles et le genre.

**Dédoubllement de la NSCC : Jonas Tshombela menace de saisir la justice.** Le coordonnateur de la Nouvelle Société Civile Congolaise (NSCC) Jonas Tshombela a menacé, mercredi 3 janvier à Kinshasa, de traduire en justice ceux qui créent des structures parallèles à celle qu'elle dirige en utilisant la même dénomination. Selon Jonas Tshombela, ceux qui favorisent le dédoublement de la NSCC visent sa déstabilisation, la limitation de son influence et l'anéantissement de ses actions.

**Chan 2016 : RDC-Mali en finale.** La RDC jouera la finale de la 4e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) 2016 contre le Mali. Les Aigles ont obtenu leur qualification en battant jeudi 4 février les Ivoiriens de la Côte d'Ivoire par 1-0.

**Lubumbashi : 28 cas de cancer chez les enfants en 2015.** Vingt-huit nouveaux cas de cancer ont été enregistrés chez les enfants au courant de l'année 2015 à l'unité d'oncologie pédiatrique de Lubumbashi (Haut-Katanga). Depuis la création de ce centre il y a six ans, une centaine de cas ont déjà répertoriés, s'inquiète Dr Robert Mukamba, spécialiste en oncologie pédiatrique et responsable de cette unité. Le spécialiste se félicite des avancées enregistrées dans la prise en charge des enfants malades de cancer.

**RDC : Caritas Congo a assisté 7 millions de personnes en 2015.** L'ASBL Caritas Congo a assisté environ sept millions de personnes vulnérables en République démocratique du Congo (RDC), selon le rapport de cette ONG catholique présenté jeudi 4 février à Kinshasa. Pour concrétiser ses activités, Caritas Congo a mobilisé 218 millions USD. Elle a payé les salaires de 147 169 fonctionnaires du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire de certains 105 milieux non encore bancarisés sur les 150 que compte la RDC.

**Congo Airways pourrait de nouveau desservir la ligne Mbuji-Mayi d'ici fin février.** La compagnie aérienne Congo Airways pourrait de nouveau desservir la ville de Mbuji-Mayi d'ici le 20 février prochain, a annoncé jeudi 4 février le ministre des Transports et voies de communication, Justin Kalumba.

**Bunia : les imams appelés à la vigilance pour combattre des actes de vandalisme.** Le représentant de la région islamique de Bunia (Ituri), Cheik Abdushakur Biarufu, invite tous les imams de sa juridiction à la vigilance face à « des escrocs » qui seraient tentés de commettre des actes de vandalisme dans la région au nom de l'islam. Il a fait cet appel mercredi 3 février, à l'issue de quatre jours de travaux de la conférence islamique régionale qui s'est clôturée à Bunia. Cheikh Abdushakur Biarufu attire leur attention pour bien identifier tous ceux qu'ils accueillent dans leurs mosquées au regard des actes de vandalisme commis dans le territoire voisin de Beni au Nord-Kivu au nom de l'islam.

**Huit personnes atteintes de la tuberculose décédées à la prison de Mbuji-Mayi.** Huit personnes sont décédées à la prison centrale de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), depuis le début de cette année 2016. Selon le directeur de cette maison carcérale, Laurent Bafuafua, ces personnes mortes à la suite à la tuberculose sont la conséquence de la disette que son institution a traversée pendant un moment.

**Vendredi 5 février.**

**RDC : Washington salue la reprise de coopération militaire entre le gouvernement et la Monusco.** Le département d'Etat américain salue la reprise de la coopération militaire entre le gouvernement congolais et la Mission onusienne en RDC. Dans un communiqué publié mercredi 3 février à Kinshasa, Washington appelle les deux parties à « agir promptement » contre les groupes armés qui continuent de commettre des atrocités contre les communautés et les citoyens congolais dans l'Est du pays.

**Kisangani: transfèrement de 40 détenus à Osio.** La division provinciale de la Justice et garde des sceaux a transféré jeudi 4 février 40 détenus de la prison centrale de Kisangani au centre de détention d'Osio (Tshopo). Parmi eux, 15 militaires et 25 civils condamnés à des peines allant de 8 à 15 ans de prison ferme, a indiqué Gérard Bolema Kombozi, le chef de division provinciale de la Justice et garde des sceaux.

**Tshisekedi-Kodjo à Bruxelles : l'UDPS maintient son refus d'un dialogue convoqué par Kabila.** Le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi a rencontré jeudi 4 février à Bruxelles l'émissaire de l'Union africaine Edem Kodjo à qui il a réaffirmé le refus de son parti de participer au dialogue convoqué unilatéralement par le président Kabila, selon un communiqué de la présidence de ce parti résumant cette rencontre. Les deux personnalités ont discuté pendant près de deux heures en présence de leurs collaborateurs respectifs. Leur échange a porté sur la « nécessité d'un dialogue politique visant à éviter à ce grand pays d'Afrique une crise majeure qui serait néfaste à la stabilité des institutions et du processus démocratique », précise le communiqué de l'UDPS.

**Sud-Kivu : les armateurs protestent contre la taxe d'embarquement.** Les armateurs du lac Kivu ont suspendu tout trafic depuis mardi 2 février, pour protester contre la taxe d'embarquement imposée par les autorités de Goma (Nord-Kivu), sur les produits vivriers en partance pour le Sud-Kivu.

**Nord-Kivu : l'administrateur de Lubero délocalisé à Kirumba pour apaiser la tension entre Hutu et Nande.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku a ordonné jeudi 4 février à l'administrateur de Lubero de s'installer à Kirumba, une localité proche de Luofu et Miriki, deux localités où les communautés Nande et Hutu vivent à couteau tiré. A en croire le gouverneur du Nord-Kivu qui a livré lui-même cette information, la présence de ce fonctionnaire dans cette localité sera provisoire, le temps pour lui d'œuvrer à détendre le climat de méfiance qui règne entre les communautés Nande et Hutu de Miriki au Sud Lubero (Nord-Kivu), depuis le massacre de 18 personnes dans cette localité, il y a un mois.

**Paix durable à Miriki : la société civile plaide pour l'implication des leaders.** La coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu a proposé, jeudi 4 février à Goma, un dialogue entre les leaders originaires et influents du côté du Sud de Lubero, Ikobo, Bulewusa, Kateko et Rusamambu, Bukumbirwa pour qu'ils mettent en place des propositions qui permettront de rétablir la paix durable dans les régions de Miriki et Luofu. Ces deux villages font face des violences provoquées ces derniers jours par la tension entre les communautés nande et hutu, suite au massacre de 18 personnes, tous des Nande, il y a un mois à Miriki.

**Tshopo : la population d'Opala fuit les combats entre FARDC et Maï-Maï.** Les populations du territoire d'Opala dans la province de la Tshopo fuient des affrontements qui opposent depuis le 31 janvier les Forces armées de la RDC (FARDC) aux rebelles Maï-Maï dans la localité Yabale-congo. Selon le président de la société civile d'Opala, deux rebelles Maï-Maï et un civil ont trouvé la mort dans les affrontements et les habitants de Yabale et des villages environnants, pris de peur, ont abandonné leurs villages respectifs pour prendre des directions différentes.

**Les procédures de passation des marchés publics au centre d'un atelier à Lubumbashi.** Une vingtaine d'agents du secteur public des quatre provinces issues de l'ex-Katanga, participent depuis jeudi 4 février à Lubumbashi (Haut-Katanga), à un atelier de renforcement des capacités sur les nouvelles réglementations des procédures de passation des marchés publics en RDC. Ces travaux sont organisés par le Programme de renforcement des capacités en bonne gouvernance (PRCG).

**Goma : les anciens journaliers de la Monusco réclament des indemnités de fin de contrat.** Près de 70 anciens journaliers de la Monusco dont les contrats ont été supprimés l'année dernière réclament des indemnités de fin de contrat. Depuis quatre jours, ils passent la nuit avec leurs familles devant le siège de la Monusco à Goma pour tenter de faire entendre leurs voix. En réponse à leurs revendications, le directeur d'appui à la mission, Guy Siri, a souligné que la fin de tout contrat de travail aux Nations unies, que ce soit pour les agents ou les journaliers, ne donne pas droit aux indemnités.

**Nord-Kivu : la hausse de la taxe d'embarquement est légale, selon le gouvernement provincial.** Le gouvernement provincial du Nord-Kivu, qui réagissait à la grève des armateurs indique que la hausse de la taxe d'embarquement au Nord-Kivu est consécutive à un édit voté par l'assemblée provinciale. L'assemblée provinciale a réglementé la perception de la taxe en la fixant à 1300 FC(1,42 USD) par sac de 100 kg de vivres soit 13 FC (0,01 USD) par kg de maïs, manioc, haricot, pomme de terre. Mais les commerçants qui font le trafic des vivres entre Goma et Bukavu expliquent pour leur part qu'ils ne peuvent pas reprendre leurs activités, tant que cette taxe qui était de 200FC (0,22USD) par sac de 100 kilos sera maintenue à 1300FC.

**Magloire Mpembi a publié «Vivre et mourir à Kinshasa. 1992-2007».** «Vivre et mourir à Kinshasa. 1992-2007» est le titre de l'ouvrage que vient de publier Magloire Mpembi Nkosi. Cet ouvrage de 160 pages, publié aux éditions L'Harmattan, explique les réalités de la vie des Kinois. L'auteur revient sur certains événements marquants de ces dix dernières années dont l'affrontement armé entre les soldats de l'armée congolaise et la garde rapprochée de l'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba Gombo. Magloire Mpembi a accepté de répondre aux questions de Radio Okapi.

**Aéroport de Bipemba: «La piste n'est pas du tout mauvaise», assure la RVA.** Le directeur général de la Régie des voies aériennes (RVA), Abdallah Bilenge assure que la piste de l'aéroport de Bipemba, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), n'est pas du tout mauvaise. Il a fait cette affirmation au lendemain de la décision de la compagnie aérienne Congo Airways de reprendre ses vols vers Mbuji-Mayi, après deux mois de suspension.

**Samedi 6 février.**

**Nord-Kivu: les élèves passent leurs examens dans le calme à Oicha.** Les examens de premier semestre qui ont débuté le mardi 2 février dans la plupart des écoles du pays se passent dans le calme dans plusieurs écoles secondaires de la Sous-division éducationnelle d'Oicha, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette partie du pays fait face à l'activisme des groupes armés qui occasionne le déplacement de la population. Selon l'inspecteur du pool secondaire d'Oicha, Omer Muke Mwenge, les élèves déplacés qui ont fui leurs villages et localités suite à l'insécurité ont bénéficié des cours de rattrapage avant de passer leurs examens.

**RDC: WWF s'inquiète de la dégradation des aires naturelles protégées.** Le Fonds mondial pour la nature (WWF) s'est inquiété vendredi 5 février à Kinshasa de la dégradation des aires protégées provoquée par l'activité humaine en République démocratique du Congo. Le réseau des aires protégées de la RDC (parc nationaux, réserves naturelles, etc) couvre environ 11% du territoire de la RDC, et l'objectif est d'atteindre 17% du territoire national d'ici à 2020. Une des tâches du Parap consiste à fournir au gouvernement des données fiables et actualisées sur ces aires protégées dont beaucoup sont encore assez mal cartographiées.

**RDC: le Fonds social totalise 14 ans d'existence.** Le Fonds social de la République démocratique du Congo a totalisé vendredi 5 février 14 ans d'existence. Selon son coordonnateur, Ruffin Bo-Elongo, depuis sa création, le Fonds social a réalisé sept projets dont cinq ont été achevés. Deux projets sont en cours d'exécution. Les projets lancés par le Fonds social ont mobilisé 275,5 millions de dollars américains qui ont permis de réaliser des projets financés par des bailleurs de fonds. Parmi les projets du Fonds social, on compte : La bourse d'excellence ; L'appui aux ex-combattants blessés de guerre ; L'appui budgétaire pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures communautaire ; Le projet d'action sociale d'urgence ; Le projet Himo-Katanga ; Le projet STEP et Le projet VSBG. Des projets financés en majorité par la Banque mondiale.

**Uvira: le CICR a assisté des victimes des violences sexuelles en 2015.** Au cours de l'année passée, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a réalisé plusieurs activités à Uvira et Fizi notamment l'assistance des victimes des violences sexuelles. Cette organisation a présenté le bilan de ses activités dans la région vendredi 5 février. Elle a notamment multiplié par deux la quantité d'eau disponible dans la cité de Baraka. Un tuyau de captage d'eau de 14 Km, des bacs de sédimentation et des fils traçables ont été placés dans cette cité.

**Nord-Kivu: des échauffourées entre deux communautés font 6 morts.** Six personnes ont été tuées, plusieurs autres blessées et des centaines de cases incendiées au cours des échauffourées survenues vendredi 5 février dans la matinée dans les villages de Lusuli, Kyuto et Bwambuli à Lubero entre des membres de la communauté Nande et Hutu. Des sources de la société civile de Tama rapportent que tout serait parti d'un incident survenu sur la colline Musungusungu. Des membres de la communauté Hutu en quête de nourriture auraient blessé deux femmes de la communauté Nande dans un champ.

**La mort d'un conducteur de moto occasionne des échauffourées en Ituri.** La mort d'un conducteur de moto a occasionné des échauffourées vendredi 5 février au centre de négoce Iga-Barrière en Ituri. Tout est parti du cambriolage d'une station-service par quatre bandits armés jeudi dans la soirée. Les assaillants, décrits par des témoins comme des personnes habillées en soutane, ont tiré plusieurs coups de feu avant d'exiger de l'argent au personnel de la station-station.

**Chan 2016 : un avion affrété pour transporter les supporters congolais à Kigali.** Le chef de l'Etat congolais Joseph Kabila a affrété un avion de la compagnie Congo Airways pour transporter les supporters congolais à Kigali, où la RDC croise, dimanche, le Mali, en finale du Championnat d'Afrique des Nations (Chan 2016).



**RDC: Maman Sidikou encourage la préservation de la paix ;** Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Maman Sidikou encourage les Congolais à préserver la paix pour éviter toute éruption de violence. Il a lancé cet appel, samedi 6 février, au cours d'un échange avec la presse, à Kinshasa.

**Sud-Kivu: démolition d'une quarantaine de maisons à Mbobero ;** Le gouvernement provincial du Sud-Kivu a démoli, depuis quelques jours, plus de quarante maisons d'habitation, dans la cité de Mbobero, en territoire de Kabare. L'exécutif provincial indique qu'il s'agit des maisons construites sur un site privé appartenant au président de la République et que les victimes avaient été plusieurs fois sommées de déguerpir. Parmi les maisons détruites, il y a le centre médico-neurochirurgical de Mbobero. Le responsable de ce centre hospitalier, docteur Charles Kachungunu, a assuré détenir tous les titres de propriété du site.

**RDC-Mali: l'Hôtel de ville de Kinshasa annonce des écrans géants dans les communes ;** Le gouvernement provincial de Kinshasa dit avoir pris des dispositions avec ses partenaires pour placer des écrans géants dans toutes les communes de Kinshasa, afin de faciliter les Kinois à suivre la finale de la 4e édition du Chan 2016 qui oppose la RDC au Mali. Dans un communiqué lu samedi 6 février devant la presse, la porte-parole de l'hôtel de ville, Thérèse Olinga, recommande que ce dispositif soit sécurisée par les bourgmestres et les commandants de polices de manière à contenir les effervescences de la population sur des voies publiques quel que soit les résultats des Léopards.

#### **Dimanche 7 février.**

**La RDC remporte le Chan 2016 ;** Les Léopards de la RDC ont battu les Aigles du Mali sur le score de trois buts à zéro en finale du Championnat d'Afrique des nations 2016. La RDC devient le premier pays à remporter deux fois cette compétition réservée aux joueurs évoluant sur le continent africain. La Côte d'Ivoire complète le podium de ce Chan 2016.

**Taekwondo: la Congolaise Rosa Keleku qualifiée aux Jeux Olympiques 2016.** La Congolaise Rosa Keleku (-49 kg) est qualifiée aux Jeux Olympiques Rio 2016. L'athlète a obtenu son ticket après avoir remporté la médaille d'or au tournoi qui s'est déroulé, du 6 au 7 février, à Agadir (Maroc). La dernière qualification de la RDC en Jeux Olympiques remonte à 1996 avec les basketteuses. La RDC ne participait à cette compétition internationale que sur invitation du Comité International Olympique.

#### **Lundi 8 février.**

**Chan 2016: le sacre des Léopards célébré dans tout le pays.** Les Léopards de la RDC ont remporté, dimanche 7 février, la 4e édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan 2016), en battant les Aigles du Mali sur le score de trois buts à zéro. Ce sacre a été célébré à Kigali (Rwanda), où de nombreux Congolais avaient fait le déplacement pour pousser leur sélection à la victoire face aux Aigles du Mali. La fête qui a commencé au stade Amahoro, s'est poursuivie toute la nuit dans les cercles privés de Kigali. Dans la capitale congolaise, malgré l'appel de la police invitant les Kinois à célébrer la victoire chez eux à la maison et à ne pas se déverser sur la rue, de foules nombreuses ont été aperçues sur les artères de la ville, fêtant les Léopards. A la Place Magasin-Kintambo par exemple, des taximen moto klaxonnaient et scandaient des cris de joie et des chansons d'allégresse pour féliciter les Léopards de la RDC. Une marée humaine qui provenait des communes de la Gombe, de Ngaliema, de Kintambo et même de Bandalungwa pour converger vers le rond-point Kintambo-Magasin où le déploiement des éléments de la police nationale était remarquable. A Matadi et dans les dix territoires du Kongo Central, la population en liesse a salué le travail abattu par la police nationale avant, pendant et après le match de la finale du Chan. Le commissaire spécial du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji a fêté la victoire des Léopards dans la rue. Après le match, il est descendu sur le boulevard Mzee Laurent-Désiré Kabila. Des véhicules et des motos, phares allumés klaxon claironnant de manière ininterrompue. Déjà dans les temps additionnels de deux minutes, peu de personnes étaient restés devant leurs petits écrans pour suivre en direct la cérémonie de la remise du trophée aux onze congolais. La fête avait déjà commencé dans la rue. Dans la capitale provinciale de la Tshopo, le succès des Léopards a été célébré de manière modérée, s'est félicité le commissaire spécial. Il affirme avoir tenu, le matin, une réunion du Comité de sécurité, où toutes les dispositions étaient prises à cet effet. Des scènes de liesse ont été enregistrées à Goma juste après la fin du match. Des cris de joie, des coups de klaxons, des populations ont envahi toutes les principales artères de la ville. Dans les deux communes de la ville, des feux d'artifices ont retentis pour célébrer la victoire des Léopards face aux Aigles du Mali. Sur le boulevard qui mène à la Grande barrière, des bouteilles de champagnes à main, les gens chantaient la victoire des Léopards par des chansons de victoire. «Nous sommes tous fiers d'être congolais», lançaient les Gomatraciens. Dans les carrefours stratégiques de la ville, comme les Ronds-points

Rutshuru, Tshukudu, BDGL et Signers, la police nationale a eu du mal à contenir les supporters fous de joie qui perturbaient le trafic urbain, d'ailleurs suspendu de longues minutes. A Bukavu (Sud-Kivu), la population a entonné, sur la chaussée, la population a entonné des chansons patriotiques en l'honneur des Léopards de la RDC, vainqueur de la 4<sup>e</sup> édition du Chan 2016. Les jeunes se sont amassés dans des ronds-points de la ville et chantaient l'hymne national : Débout Congolais et autres chansons de joie. La population de Lubumbashi (Haut-Katanga) a célébré à sa manière la victoire des Léopards au Chan 2016. Au coup de sifflet final, ils sont partis des différents coins, certains se sont retrouvés à la grande place de la poste au centre-ville entonnant des chants à la gloire de l'équipe nationale. Des jeunes et autres adultes se sont mêlés à la fête. Branches d'arbres et autres objets aux couleurs nationales à la main, ils couraient dans tous les sens, apparemment sans une destination fixe. Le tout dans un concert des klaxons et autres vuvuzela. A Bunia (Ituri), toutes les rues ont été inondées par une marée humaine pour manifester la joie à la victoire de la RDC face au Mali, en finale du Chan. Des milliers de véhicules, des motos, et des piétons ont envahi les artères principales de la ville et des différents quartiers pour manifester leur joie. Dans cette euphorie, certains manifestants ont pillé les trois stations de régulation de circulation de la police routière. Un dispositif important de la police avait tout de même été déployé dans tous les artères pour assurer la sécurité des populations.

**Nord-Kivu : les FARDC veulent neutraliser les détenteurs de toutes sortes d'armes au Sud-Lubero.** Le porte-parole des opérations Sokola 1, le lieutenant Mak Hazukay, a annoncé lundi 8 février, le déploiement des renforts des militaires FARDC dans plusieurs localités du sud de territoire de Lubero (Nord-Kivu), pour la neutralisation de toutes les personnes qui détiennent les armes blanches et de guerre. Selon lui, cette décision du commandement du secteur opérationnel grand nord et des opérations Sokola 1, vise à dissuader les tueries, massacres et incursions des groupes armés dans la localité de Miriki et ses environs.

**Nord-Kivu : Julien Paluku met en garde les auteurs de violations des droits de l'homme.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a promis jeudi 4 février dernier à Goma, d'agir avec rigueur contre les auteurs de violations des droits de l'homme à Rutshuru et d'autres parties de sa province. C'était au cours d'une réunion du conseil provincial de sécurité sur la situation globale de la province. Le gouverneur du Nord-Kivu a pris cet engagement, à la suite du constat fait par de l'ONG Peace human dignity development (PHDD), sur des cas d'arrestations arbitraires, bastonnades, tortures corporelles et amendes injustifiées imputées aux éléments de l'unité de la Légion nationale d'intervention (LENI), et ceux des services de sécurité dans le territoire de Rutshuru. D'où cette mise en garde de M. Paluku.

**RDC: le dossier de l'assassinat de Pascal Kabungulu porté devant l'ONU.** Dix ans après l'assassinat de son époux à Bukavu, la veuve de Pascal Kabungulu porte l'affaire devant le Comité des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Pascal Kabungulu était un activiste des droits de l'homme au Sud-Kivu. Il a été assassiné à son domicile à Bukavu par des hommes armés, habillés en tenue militaire le 31 juillet 2005. Son épouse qui vit actuellement au Canada affirme que 10 ans après avoir tenté, en vain, d'obtenir justice en RDC, sa famille se tourne vers les Nations unies pour exiger la vérité. Elle regrette que la procédure judiciaire entamée en 2005 n'avance toujours pas. Madame Kabungulu ne désespère pas pour autant. Elle dit garder l'espoir qu'un tribunal congolais puisse faire la lumière sur l'assassinat de son époux.

**Tshopo: 90 hectares de palmeraie détruits dans un incendie.** Environ quatre-vingt-dix hectares de palmeraie de la société agricole Busira Lomami ont été détruits le week-end dernier dans un incendie dans la localité de Luge, située à environ 25 kilomètres de la cité d'Isangi dans la nouvelle province de la Tshopo. L'incendie est parti d'un feu allumé par un villageois qui incinérât son champ à quelque 20 mètres de la palmeraie.

**RDC: pas d'amélioration économique significative attendue en 2016.** Les perspectives économiques de la RDC ne devraient pas s'améliorer significativement en 2016. Le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Déogratias Mutombo, l'a fait savoir samedi 6 février à la presse lors de la clôture de la première réunion du comité de politique monétaire de cette institution bancaire en 2016. En 2015, le taux de croissance économique de la RDC avait connu un recul de 1,8%, s'établissant à 7,7% contre 9,5% en 2014. Deogratias Mutombo estime que la situation n'est pas prête de s'améliorer en 2016 à cause notamment de la baisse des cours des matières premières. Une situation qui a rendu les chefs d'entreprise moins confiants par rapport aux investissements en RDC, explique-t-il.

**Mardi 9 février.**

**L'ONU s'alarme des violences intercommunautaires au Nord-Kivu.** Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'inquiète des violences intercommunautaires signalées ces derniers jours au Nord-Kivu. Dans un communiqué publié lundi 8 février, sa porte-parole, Cécile Pouilly, se dit « alarmée » par des informations faisant état d'une escalade des violences intercommunautaires dans les territoires de Lubero et

Walikale. Des violences qui ont fait au moins 21 morts, 40 blessés et 70 maisons incendiées au cours du week-end passé. Depuis plusieurs jours, les membres des communautés Hutu et Nande s'affrontent dans certaines régions de la province du Nord-Kivu, occasionnant des morts dans les deux groupes ethniques.

**Massacre d'Eringeti: un commandant de l'armée auditionné par la justice.** Les magistrats de l'auditorat militaire de garnison de Beni-Butembo ont auditionné lundi 8 février le commandant du 312e bataillon de l'armée basé à Eringeti, colonel Joseph Tipi Ziro Ziro. Il a été entendu au sujet du massacre perpétré dans cette localité du Nord-Kivu en novembre 2015 par des présumés ADF. Une attaque qui avait fait 24 morts. Il y a deux mois, l'auditorat militaire de garnison de Beni a ouvert une enquête sur les crimes de guerre et d'éventuelles négligences de l'armée dans la protection des civils. Les enquêteurs reprochent au colonel Joseph Tipi Ziro Ziro de n'avoir pas protégé les civils au cours de cette attaque.

**Mitwaba : plus de 450 déplacés à Lumbwe après des combats entre FARDC et Maï-Maï.** Plus de quatre cent-cinquante personnes déplacées sont enregistrées depuis un mois dans le village Lumbwe en territoire de Lubudi. Elles fuient des affrontements entre les Forces armées de la RDC et les Maï-Maï à Mitwaba (Haut-Katanga). La Ligue des femmes pour le développement communautaire (Lifedhec) qui a livré ce chiffre, mardi 9 février, indique que ces déplacés sont majoritairement constitués des femmes et des enfants.

**Le film « Simon Kimbangu » de Masumu Debrendet sera projeté vendredi en Angola.** Le comédien Ngimbi Mambimbi dit Masumu Debrindet, président de l'association des artistes comédiens et troupes théâtrales populaires en RDC, annonce la projection de son film « Simon Kimbangu » vendredi 12 février en Angola. Ce long métrage d'une heure cinquante minutes retrace la vie et le parcours du fondateur de l'église Kimbanguiste que l'auteur qualifie de « précurseur » des indépendances africaines.

**Dialogue politique : les « Alliés » de Tshisekedi appellent à la nomination d'un facilitateur international.** Un regroupement informel de l'opposition dénommé Les « Alliés » d'Etienne Tshisekedi invitent la présidente de la commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, à nommer un facilitateur international pour convoquer le dialogue national en République démocratique du Congo (RDC).

**Nord-Kivu: 15 morts dans un accrochage entre FDLR et Maï-Maï à Mukeberwa.** Quinze personnes sont mortes et cinq autres blessées, dimanche 7 février, dans un accrochage entre les rebelles FDLR et les Maï-Maï du groupe NDC/Rénové de Guidon, à Mukeberwa, en territoire de Lubero (Nord-Kivu).

**Kwilu : la société civile dénonce une gestion « calamiteuse » de l'ISTM-Gungu.** Dans un document adressé la semaine dernière au ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, la société civile de Gungu (Kwilu), dénonce ce qu'elle qualifie de gestion calamiteuse de l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM), basé dans ce territoire. Cette structure reproche au comité de gestion actuel, entre autres, les recrutements complaisants, la disparition de frais d'entérinement des diplômés de près de trois cents étudiants, soit 75 dollars américains par diplôme.

**Tshopo : la ligne de chemin de fer fortement dégradée entre Kisangani-Ubundu.** Le trafic ferroviaire entre Kisangani-Ubundu (Tshopo), est interrompu depuis environ une année. Selon le responsable de chemin de fer de la Société nationale de chemin de fer (SNCC) à Ubundu, Beya Mwenge, cette situation est consécutive notamment à la vétusté des locomotives, ainsi qu'à la dégradation de la voie ferrée. A cela s'ajoute les obstacles causés par des bambous et des hautes herbes qui ont envahi la voie ferrée, a-t-il déclaré, ajoutant que les érosions ont également affecté plusieurs endroits dans ce parcours de plus de 125 km.

**Bunia : la mairie récence cinq cas de vols armés en une semaine.** Cinq cas de vols armés ont été enregistrés en une semaine, a indiqué mardi 9 février, le maire de Bunia en Ituri, Ferdinand Fimbo. Le maire de Bunia attribue ce regain d'insécurité aux bandits armés récemment libérés de la prison centrale de cette ville. Il promet avoir pris des dispositions pour démanteler le réseau de ces bandits armés.

**Télécoms: Tigo racheté par Orange en RDC.** Le groupe français Orange a racheté l'opérateur de téléphonie cellulaire Tigo pour un montant de 160 millions de dollars américains. La transaction a été annoncée lundi par l'opérateur télécoms luxembourgeois Millicom, qui opère en Afrique et en Amérique latine sous la marque « Tigo ».

**RDC: Joseph Kabila décore les Léopards sacrés champions au Chan 2016.** Le Chef de l'Etat congolais Joseph Kabila a décoré mardi 9 février à Kinshasa les joueurs et le staff technique de l'équipe nationale de la RDC, victorieuse du Chan 2016 au Rwanda.

**RDC: l'ancien bâtonnier Mbuyi Mbiye radié de l'ordre des avocats.** L'ancien bâtonnier national Mbuyi Mbiye a été radié de l'ordre national des avocats. La décision a été prise par le Conseil national des avocats au terme d'une audience disciplinaire tenue le 28 janvier dernier. Il est reproché à Mbuyi Mbiye l'abus de pouvoir ainsi que des manquements au devoir de probité et de dignité.

**Mercredi 10 février.**

**Bas-Uélé : 51 nouveaux cas de Monkey Pox enregistrés, 2 morts.** Cinquante et un nouveaux cas de Monkey Pox, cette maladie appelée aussi la variole des singes, sont enregistrés dans le territoire d'Aketi (Bas-Uélé) à la première semaine du mois de février. Le médecin chef de zone, Dr Innocent Akonda, qui a livré ce chiffre, mardi 9 février, a indiqué que deux cas de décès ont été recensés. Avec ces nouveaux cas, la zone de santé enregistre 195 cas dont 8 décès, a indiqué Dr Innocent Akonda.

**Kinshasa : l'avocat d'une dame tuée par la police réclame 8 800 USD pour les funérailles.** L'avocat conseil de la famille de Marie-Jeanne Ashingo réclame à la Police nationale congolaise (PNC), une assistance financière de 8 800 dollars américains, pour organiser les funérailles de cette dame, tuée par un policier à Masina (Kinshasa), le 24 décembre 2015. Depuis sa mort, son cadavre est conservé à la morgue de l'Hôpital général de référence de Kinshasa. Sa famille dit ne pas disposer de moyens pour organiser les obsèques.

**Conflit Hutu-Nande : Julien Paluku accuse les FDLR.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, accuse les rebelles rwandais des FDLR d'être à la base des violences observées ces derniers temps entre les communautés Hutu et Nande dans le Sud de Lubero. Il a porté ces charges mardi 9 février, lors des consultations qu'il a entamées à Miriki avec ces deux groupements. Selon lui, les rebelles rwandais qui se sont installés dans le Sud du territoire de Lubero ont une administration, manipulent ces deux communautés et tentent pour l'instant d'y changer le pouvoir coutumier. A Lubero, le pouvoir coutumier est tenu par les Nande. Les FDLR veulent changer d'autorité coutumière et y placer des chefs de leur obédience, a déploré le gouverneur sans donner plus de détails sur l'identité de présumés nouveaux chefs coutumiers.

**Boende : les prisonniers incarcérés dans une ancienne cabine électrique, déplore la société civile.** La société civile de la Tshuapa déplore les conditions carcérales à la prison centrale de Boende. Son coordonnateur, Gérard Eloko a indiqué, mardi 9 février, que cette maison pénitentiaire est une ancienne cabine électrique, située dans un camp militaire. A en croire Gérard Eloko, Le directeur de la prison de Boende et le personnel pénitentiaire ne disposent pas de bureaux. Cette maison carcérale a une capacité d'accueil d'une quarantaine de personnes. Actuellement, elle regorge les détenus en provenance d'Ikela, Befale et Monkoto, où les conditions carcérales ne sont pas sécurisées à la suite de l'insuffisance de l'effectif de policiers.

**Kinshasa produit journalièrement 7 000 tonnes de déchets, selon la RATPK.** La ville de Kinshasa produit quotidiennement sept mille tonnes déchets, provenant des ménages, des marchés, des places publiques et des entreprises. Il s'agit notamment de la mitraille, des produits et sachets en plastiques et des immondices. Le directeur général de la Régie d'assainissement et des travaux publics de Kinshasa (RATPK), Emmanuel Biey, a soutenu que ces déchets sont recyclés en fonctions de leur nature : «Les déchets solides, telle que la mitraille provenant de vieilles carcasses de véhicules et de la ferraille, sont vendus chez les détenteurs des fonderies pour la fabrication des barres de fer, et autres objets en métal. Les sachets en plastique, par exemple, sont vendus dans les usines pour fabrication des plastiques». Il a également expliqué que les déchets ménagers biodégradables sont recyclés avant d'être vendus et sont utilisés comme composte ou engrais naturel pour la fertilisation du sol destiné aux activités champêtres.

**Haut-Katanga : 27 prisonniers tentent de s'évader de la prison centrale de Bukama.** Vingt-sept détenus de la prison centrale de Bukama (Haut-Katanga) en colère, ont tenté de s'évader mardi 9 février, forçant d'ouvrir la porte de cette maison carcérale. Ces prisonniers revendiquent notamment la prise en charge alimentaire. Ils en sont privés depuis le mois de novembre dernier. Les policiers sont intervenus en tirant des coups de feu de sommation pour empêcher cette l'évasion, a confirmé le directeur de la prison centrale de Bukama.

**Tshikapa : un groupe de journalistes désavouent le président sectionnaire de l'UNPC.** Un groupe de journalistes de Tshikapa (Kasaï) désavouent le président sectionnaire de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC), Laurent Lukengu. Ils l'accusent de livrer les professionnels des médias auprès des autorités, en lieu et place de les protéger et promouvoir leurs droits. Selon eux, le sectionnaire de l'UNPC n'a pas protégé un animateur d'une radio locale, arrêté sur ordre du maire de Tshikapa, il y a deux semaines, pour avoir filmé la démolition d'une échoppe.

**Ituri : sept zones de santé dotées de frigos et panneaux solaires pour conserver les vaccins.** Sept zones de santé de la province de l'Ituri ont été dotées lundi 8 février de cent quatre-vingt-douze frigos et cent soixante-huit panneaux solaires. Ces matériels serviront à la conservation des vaccins au froid de manière permanente. Les aires de santé concernées sont : Nyakunde, Komanda, Nizi, Tchomia, Mambasa. Tous ces centres éprouvent des problèmes d'électricité et ne parviennent pas à conserver les vaccins. Le médecin chef d'antenne du programme élargie de vaccination (PEV) antenne de l'Ituri, Dr Justin Lobo, qui a réceptionné ces dons indique que ces matériels sont déjà installés dans les zones de santé bénéficiaires de ces dons.

**RDC: le plan d'action humanitaire 2016 lancé au Sud-Kivu.** Le bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) en RDC a lancé mercredi 10 février à Bukavu le plan d'action humanitaire 2016 au Sud-Kivu. Ce plan vise notamment l'amélioration des conditions immédiates des personnes affectées par la crise, la protection des personnes affectées par la crise humanitaire et le respect de leurs droits. D'après Ocha, 16% de population du Sud-Kivu ont besoin d'une assistance humanitaire.

**RDC: la Ceni fixe l'élection des gouverneurs de nouvelles provinces au 26 mars 2016.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a annoncé mercredi 10 février que l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs des 21 nouvelles provinces sera organisée le 26 mars prochain. Les candidats ont jusqu'au 20 février pour déposer leurs dossiers de candidature. Les résultats de cette élection doivent être publiés le 12 avril.

**Kinshasa: un atelier pour améliorer la gestion des prisons.** Ils participent à un séminaire à Kinshasa autour des stratégies à mettre en place au sein des établissements pénitentiaires congolais pour harmoniser les pratiques des gestions des prisons et améliorer les conditions d'incarcération des détenus. Les participants ont notamment souligné la nécessité d'harmoniser les heures de visite et de repas ainsi que de l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur-type pour toutes les prisons.

**Jeudi 11 février.**

**RDC: des partis de l'opposition appellent à une journée « ville morte » le 16 février.** La Dynamique de l'opposition, le G7 et le Front anti-dialogue appellent à une journée « ville morte » le 16 février prochain en RDC. Dans une déclaration politique publiée mercredi 10 février à Kinshasa, ces trois plateformes de l'opposition invitent les Congolais « à rester à la maison, à ne pas aller au travail et à ne pas envoyer nos enfants à l'école ». Ces opposants disent vouloir « honorer la mémoire de nos concitoyens victimes de la barbarie du 16 février 1992 ».

**Haut-Lomami : la société civile de Bukama plaide pour une prise en charge adéquate du choléra.** Le président de la Société civile de Bukama, Mathieu Landu, plaide pour une prise en charge adéquate du choléra dans ce territoire du Haut-Lomami. Dans une déclaration faite mercredi 10 février à Radio Okapi, il a indiqué que le personnel soignant manque d'équipements pour bien s'occuper des malades.

**Conflit Hutu-Nande : les casques bleus prêts pour assurer la protection des civils.** Les casques bleus de la Monusco sont prêts à assurer la protection des civils pour faire face aux conflits interethniques qui opposent depuis plusieurs jours les communautés Nande et Hutu au Sud de Lubero (Nord-Kivu), a assuré mercredi 10 février le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC, David Gressly.

**Tanganyika : des employés temporaires de la SNCC réclament 34 mois d'arriérés de salaires.** Des employés engagés temporairement au sein de la Police de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) à Kalemie (Tanganyika) réclament le paiement de trente-quatre mois de salaires. Ils ont indiqué, mercredi 10 février à Radio Okapi, que ces arriérés représentent quarante et un millions de francs congolais (44 616, 85 USD). Ces personnes travaillent à temps partiel. Elles veillent sur les équipements et installations, perçoivent des salaires mais n'ont pas de contrat.

**Sud-Ubangi : deux personnes tuées et des maisons ravagées par les feux de brousse.** Les derniers feux de brousse à Libenge et Zongo (Sud-Ubangi) et à Bosobolo (Nord-Ubangi), ont occasionné la mort de deux personnes. Des centaines de maisons et plusieurs hectares des champs de maïs, d'arachides et de manioc ont été détruits par ces feux de brousse qui durent depuis deux mois maintenant.

**Kanyabayonga : la société civile réclame le démantèlement du camp de transit des ex-combattants FDLR.** La société civile de Kanyabayonga ne veut plus de la présence des ex-combattants FDLR cantonnés dans le camp de transit de cette localité dans le cadre du processus DD3R (Démobilisation, Désarmement, réinsertion,

réintégration et rapatriement) depuis un an. Elle exige le démantèlement de ce camp et le transfert de ces ex-combattants dans un autre site. Depuis le massacre de dix-huit personnes en janvier dernier à Miriki par les FDLR, certains habitants des quartiers riverains de ce camp à Kanyabayonga ne passent plus la nuit dans leurs maisons, craignant d'être attaqués par ces ex-militaires démobilisés, a indiqué Joseph Malikidogo Mutsuva, porte-parole de la société civile de Kanyabayonga.

**Uvira : les notables réclament la présence de l'armée à Bijombo pour restaurer la paix.** Les notables et sages des communautés d'Uvira (Sud-Kivu) exigent l'intervention urgente de l'armée dans le groupement de Bijombo, situé dans les hauts plateaux d'Uvira pour rétablir l'autorité de l'Etat dans cette région et surtout apaiser le climat tendu qui règne entre les communautés qui peuplent cette localité. Ils l'ont fait savoir mercredi 10 février à la clôture de la réunion du comité des sages d'Uvira pour la paix (CISUP) tenu le même jour dans cette cité. Des accrochages entre groupes armés locaux issus des communautés locales se sont produits depuis janvier 2016 à Bijombo.

**Election des gouverneurs en RDC: avis contrastés après la publication du calendrier.** Après la publication du calendrier de l'élection des gouverneurs prévu le 26 mars prochain, les acteurs politiques congolais ont réagi. «Nous sommes sûrs que de ce calendrier, ne sortira absolument rien. Il ne fera que renforcer plutôt la crise qui frappe la RDC. Vous constatez que nous sommes en face d'un pouvoir qui souffle le chaud et le froid, qui a perdu ses repères dans une ambiance de fin de règne», a déclaré le député Fabien Mutomb. L' élu de l'UDPS qui considère également la publication de ce calendrier comme une fuite avant du pouvoir en place, précise que la priorité de l'UDPS demeure l'organisation du dialogue selon le format communiqué par le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi. Ce dernier insiste notamment sur la présence d'un facilitateur désigné par les Nations unies et le respect des délais constitutionnels pour l'élection présidentielle. Un avis que ne partage pas le député Henry Thomas Lokondo de la Majorité présidentielle. L' élu de l'Equateur félicite «le courage de la Ceni» et qualifie «réaliste» le calendrier publié par la Ceni. Il a cependant fait remarquer que le 26 mars, date prévue pour le scrutin, les députés provinciaux seront encore en vacances. Ils devront dans ce cas se réunir en session extraordinaire. Il a enfin suggéré à la Ceni d'organiser ce scrutin en avril au moment des sessions ordinaires dans les assemblées provinciales.

**RDC: le gouvernement renonce à réviser le code minier.** Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, a déclaré mercredi 10 février au cours du forum Mining Indaba en Afrique du Sud que le gouvernement de la RDC a décidé de maintenir le code minier actuel. Le code minier actuellement en vigueur en RDC a été promulgué en 2002. En 2012, le gouvernement avait estimé qu'il fallait réviser certaines dispositions de ce code qui n'étaient pas avantageuses pour les finances publiques. Le projet de cette révision du code minier a longtemps divisé les opérateurs miniers et les organisations de la société civile. Les premiers y étaient opposés alors que les deuxièmes le soutenaient. Le gouvernement vient donc de trancher la question. Mais il ne dit pas clairement s'il renonce définitivement à son projet de réforme du Code minier.

**Kisangani: la police interrompt une conférence de presse du MSR.** Des policiers ont dispersé jeudi 11 février à Kisangani une conférence de presse du Mouvement social pour le renouveau (MSR) animée par le député Dieudonné Bolengetenge. Pendant cette conférence de presse, le député voulait évoquer les dissensions au sein de son parti. Deux formations politiques portent désormais le nom de Mouvement social pour le renouveau. L'une est membre du G7 et appartient à l'opposition alors que l'autre se réclame de la majorité.

**Dialogue: la Majorité présidentielle prête à participer aux travaux du comité préparatoire.** La Majorité présidentielle (MP) est prête à participer aux travaux du comité préparatoire du dialogue national annoncé par le chef de l'Etat. Le secrétaire général de la MP a annoncé que le dialogue national allait bientôt commencer.

**Vendredi 12 février.**

**Frédéric Boyenga Bofala publie un livre sur les propositions à la relance du processus électoral en RDC.** Dans un livre récemment publié sous forme de réflexion et intitulé Comment sortir de l'impasse politique pour relancer et achever le processus démocratique et électoral, Frédéric Boyenga Bofala propose son plan d'action pour «débloquer de manière responsable la situation politique en RDC». Les principaux thèmes qu'aborde ce livre sont la révision constitutionnelle, le glissement électoral, et le changement de régime politique. L'auteur constate que sous le voile de l'impasse politique liée à la question de la révision constitutionnelle, une vraie et dangereuse crise politique se cristallise en RDC.

**Les enfants-soldats : comment l'Unicef les aide à sortir des groupes armés.** La communauté internationale célèbre ce vendredi 12 février la journée internationale des enfants-soldats. En RDC, l'Unicef, le Fonds des

Nations unies pour l'enfance soutient les organisations qui militent pour la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants enrôlés dans les forces et groupes armés.

**RDC : la société civile presse Edem Kodjo de convaincre les acteurs politiques à accepter le dialogue.** Le comité des sages du cadre de concertation nationale de la société civile, l'un de nombreux groupes de pression opérant en RDC sous le label de la société civile, a demandé jeudi 11 février à Edem Kodjo, l'émissaire de l'Union africaine (UA) désigné pour mener des consultations en vue du dialogue en RDC de convaincre les acteurs politiques congolais à participer à ce forum. Parmi les personnalités et hommes politiques déjà rencontrés pour cette fin, figurent le président de la République, Joseph Kabila et l'opposant Etienne Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

**Me Pascal Nyembo se satisfait de la lutte contre la fraude minière en RDC.** Les statistiques en matière de la lutte contre la fraude minière ont connu une évolution positive en RDC ces dernières années, a déclaré jeudi 11 février à Kinshasa au cours d'une conférence de presse, Me Pascal Nyembo, coordonnateur de la Commission nationale de lutte contre la fraude minière. Il a noté qu'en 2008, la RDC exportait 12 à 22 kg d'or par an de l'exploitation artisanale, alors qu'à ce jour, cette exportation est passée à 600 kg. Selon lui, le bilan de la lutte contre la fraude minière en RDC est positif et cela est prouvé dans le certificat de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs, dont le RDC est signataire.

**RDC : les travailleurs de Bukanga Longo revendiquent un contrat stable.** Cent quarante travailleurs du centre agro-industriel de Bukanga Lonzo ont été licenciés mercredi 10 février et renvoyés au chômage. Ils font partie de deux-cents vingt-huit journaliers qui ont déclenché un mouvement de grève il y a une semaine, pour revendiquer l'obtention d'un contrat stable. «Nous avons une année et six mois depuis la coupure du ruban symbolique, ils n'ont engagé personne, alors que nous faisons des lourds travaux. Il y a même des gens qui manipulent les produits chimiques sans aucune protection. Nous sommes payés régulièrement, mais ce salaire ne nous permet pas de nouer les deux bouts du mois», a indiqué l'un d'eux à Radio Okapi. Ces travailleurs dénoncent également leur interdiction d'accéder à l'eau potable, qui selon les responsables du site est réservée uniquement aux expatriés. Ce qu'ils qualifiaient de racisme et de discrimination.

**Tanganyika : mise en place d'une structure de lutte contre l'enrôlement des enfants dans les groupes armés.** Le commissariat provincial de Tanganyika en collaboration avec les représentants de la Monusco et de l'Unicef a installé mercredi 10 février lors d'une cérémonie officielle à Kalemie le groupe technique du travail conjoint (GTTC) pour la province du Tanganyika, une structure dont la mission est de lutter contre le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les groupes armés et les services de sécurité dans la province de Tanganyika, ont indiqué des sources locales. Cette structure devra également assurer la mise en œuvre du plan de lutte contre les violations graves des droits des enfants par ces forces.

**RDC: environ 33 000 enfants recrutés par les groupes armés en 15 ans, selon l'Onu.** La section protection de l'enfant de la Mission de l'observation des Nations unies au Congo (Monusco) a documenté au cours des 15 dernières années environ 33 000 enfants recrutés par les forces et groupes armés actifs en RDC. Elle a publié mardi 9 février un rapport à ce sujet à l'occasion de la journée internationale de l'enfant-soldat, appelée aussi journée de la main rouge, célébrée le 12 février de chaque année. Ce rapport note que les filles sont particulièrement vulnérables au sein des groupes armés. En plus des épreuves et des souffrances dont les garçons font aussi l'expérience, elles sont la plupart du temps abusées sexuellement par des combattants rebelles, note le rapport. D'autres sont parfois utilisées pour la cuisine ou le nettoyage. Par ailleurs poursuit ce document, certaines des filles, enfants-soldats, reçoivent également une formation militaire et sont envoyées sur les champs de bataille. Selon le même rapport, environ de 2055 enfants ont été séparés des groupes armés seulement en 2015 sur l'ensemble de la RDC.

**Thomas Perriello: "Les obstacles majeurs à la tenue d'élections d'ici fin 2016 sont d'ordre politiques".** L'envoyé spécial des États-Unis Amérique dans la région des Grands lacs, Thomas Perriello soutient que «les obstacles majeurs à la tenue d'élections d'ici fin 2016 sont d'ordre politiques et non pas techniques». «Les efforts déployés par le gouvernement Kabila pour fermer l'espace civique et reporter le début des préparatifs de scrutin font craindre que Kabila n'ait l'intention de s'accrocher au pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel qui s'achève en décembre». D'après lui, une confrontation entre le président Kabila et ceux qui réclament des élections opportunes et crédibles n'est pas inévitable mais est de plus en plus probable à mesure que le pays se rapproche de l'échéance électorale fixée par la Constitution.

**Haut-Katanga : près de 200 maisons s'écroulent à cause des pluies à Kashobwe.** Près de deux cents maisons se sont écroulées, à la suite des pluies diluviennes à Kashobwe localité située à près de 250 km de Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga.

**Prix de l'innovation: le gouvernement a primé 20 entrepreneurs congolais.** Vingt Congolais ont reçu, vendredi 12 février, le Grand prix d'innovation industrielle du chef de l'Etat Joseph Kabila, au cours d'une cérémonie organisée à Kinshasa. Institué par le ministère de l'Industrie avec l'appui du Fonds de promotion de l'industrie (FPI), ce prix entend promouvoir des initiatives en matière de création d'industries à travers le pays. C'est à ce titre que le ministère de l'Industrie se propose de promouvoir et d'encadrer les projets industriels innovants. Pour cette première édition, sur 482 projets soumissionnés par des Congolais vivant au pays et à l'étranger, 20 ont été retenus.

**Kinshasa: la prison militaire de Ndolo dotée d'une infirmerie.** La prison militaire de Ndolo, à Kinshasa, est dotée d'une infirmerie. Construite sur fonds de la Monusco, cette infrastructure a été remise, vendredi 12 février, au secrétariat général du ministère de la Défense nationale. Une initiative saluée par tous les partenaires, à savoir: la Monusco, le ministère de la Défense et les détenus.

**Samedi 13 février.**

**Kasaï-Oriental: arrêt de travail à l'entreprise minière Sacim.** Les agents de la Société Anhui Congo d'investissements miniers (Sacim) observent un arrêt de travail depuis vendredi 12 février dans la matinée. Ils réclament notamment une augmentation de salaire. Les agents de Sacim réclament aussi le droit de constituer une délégation syndicale.

**Le Nord-Kivu compte 600 000 déplacés.** Ocha se dit préoccupé par la situation humanitaire au Nord-Kivu qui compte actuellement environ 600 000 personnes déplacées, hébergées dans des sites de déplacés, familles d'accueil et sites spontanés. Ce chiffre qui représente une augmentation de 13% par rapport à l'année passée a été révélé à l'occasion du lancement du plan d'action humanitaire 2016 dans cette province.

**Bas-Uélé: d'anciens réfugiés réclament de l'aide à Ango.** Des Congolais de retour à Ango depuis novembre 2015 en provenance de Centrafrique où ils avaient trouvé refuge réclament une assistance. Ils sont au total 805 dont la majorité sont installés dans le territoire d'Ango où ils vivent dans des familles d'accueil. Les autres vivent dans les territoires de Bondo, Isiro et Faradje.

**Miriki: 400 élèves privés d'école à cause de la présence des déplacés.** Plus de quatre cents élèves de la localité de Miriki au Nord-Kivu ne fréquentent plus l'école depuis novembre dernier à cause des déplacés qui l'occupent. La mutuelle de ressortissants de Lubero Sud demande que ces déplacés soient identifiés et placés dans des camps officiels.

**Nord-Kivu: les présumés ADF tuent 6 civils à Lesse.** Les ADF sont accusées d'avoir tué, vendredi 12 février, six civils et kidnappé quatorze autres, au terme d'une incursion perpétrée au village Lesse, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon des sources locales, ces rebelles ougandais ont également incendié vingt-neuf habitations au cours de leur attaque. Ces ADF se seraient livrés ensuite au pillage systématique: vivres et bétail, affirme la même source. Les civils enlevés ont également été utilisés comme porteurs des biens pillés par les assaillants qui auraient pris la direction du parc national des Virunga.

**Corneille Nangaa: «L'opération de révision du fichier électoral pourra durer au minimum 16 ou 17 mois».** Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa indique que l'opération de révision du fichier électoral pourra durer au minimum seize ou dix-sept mois. Corneille Nangaa a également expliqué que la tenue de l'élection présidentielle est tributaire de plusieurs étapes obligatoires dont la révision du fichier électoral. Il a indiqué que la Ceni devra convoquer l'électoral le 20 septembre prochain, soit trois mois avant la fin du mandat de l'actuel chef de l'Etat, qui s'achève le 19 décembre 2016. Mais il reconnaît tout de même que cet électoral n'est possible qu'avec la révision du fichier électoral.

**Dimanche 14 février.**

**RDC : Francine Muyumba plaide pour la création d'emplois.** La présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse (UPJ), Francine Muyumba, plaide pour la création d'emplois en République démocratique du Congo. Elle l'a déclaré, jeudi 11 février, dans une interview accordée à Radio Okapi pour faire la restitution de ses activités au siège des Nations unies à New-York. Francine Muyumba salue la stabilité du cadre



macro-économique en RDC, mais elle souhaite que des emplois soient créés. Selon elle, les jeunes africains en général et de la RDC en particulier, sont en majorité des chômeurs et « meurent dans la mer en cherchant une meilleure vie ailleurs ».

**Ituri: Ocha promet d'assister près de 6 millions de déplacés en 2016.** Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a annoncé, vendredi 12 février, le décaissement de 690 millions de dollars américains pour assister près de six millions de déplacés en 2016, en Ituri. L'assistant chargé des Affaires humanitaires d'Ocha à Bunia, Chrysostome Kaloma, a indiqué que la priorité pour l'Ituri, c'est la situation humanitaire dans le Sud du territoire d'Irumu et en territoire de Mambasa. Des milliers de personnes enregistrées dans ces territoires sont victimes d'atrocités de la part des groupes armés, a-t-il ajouté, lors du lancement du plan d'action humanitaire de cette agence des Nations unies.

**Nord-Kivu : un député de Goma plaide pour la réouverture de frontière RDC-Rwanda.** Dans une pétition lancée samedi 13 février, le député national Jean-Paul Midagu plaide pour la réouverture de la frontière entre la RDC et le Rwanda. Selon cet élu de la circonscription de Goma, les faits qui ont amené à la fermeture de la frontière côté congolais depuis 2012 ne sont plus d'actualité. Depuis octobre 2012, la frontière congolaise reste fermée à celle du Rwanda entre 18h et 6h du matin. Bien avant cette mesure, elle était ouverte 24h sur 24. Dans le communiqué annonçant la décision de sa fermeture, aucune raison n'avait été expliquée. Le document se limitait à parler d'une mesure « en exécution des instructions du gouvernement datant du 19 octobre 2012 ». Certaines sources parlaient à l'époque du soutien du Rwanda à la rébellion du M23 qui sévissait au Nord-Kivu.

**16 février : le G7 appelle à une « journée ville morte » dans le Grand Katanga.** Le G7 dans le Grand Katanga appellent la population de toutes les quatre nouvelles provinces d'observer une « journée ville morte » mardi 16 février prochain. Pour le coordonnateur du G7 dans le Grand Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, il s'agit d'honorer la mémoire des congolais qui sont morts le 16 février 1992 et d'exiger le respect de la constitution dans notre pays.

**Equateur : le commissaire spécial annonce la relance du parc agro-industriel d'Iyembe.** Le Commissaire spécial de l'Equateur, Roger Mwamba, annonce la matérialisation de plusieurs projets de développement de sa province. A l'issue d'une mission de trois semaines à Kinshasa, il a promis, samedi 13 février à Radio Okapi, la relance du parc agro-industriel d'Iyembe, hérité du gouvernement sortant de l'ex-Equateur. Bientôt les matériels agricoles seront acheminés sur les lieux. Ce qui va générer des emplois particulièrement aux jeunes de Mbandaka et de la nouvelle province, a-t-il assuré.

**RDC : plus de 14 millions USD détournés de la paie des fonctionnaires en 3 mois.** Treize milliards et six cent millions de Francs congolais (14 832 671 USD) ont été détournés de l'enveloppe de rémunération des fonctionnaires de l'Etat au dernier trimestre de l'année 2015. C'est le résultat d'une enquête initiée par le ministre d'Etat en charge du Budget, Michel Bongongo. Ces fonds sont détournés dans les provinces de l'Equateur, Kongo central, du Bandundu et des deux Kasai, toutes dans leurs anciennes configurations. Le ministre du Budget dit avoir constaté ces irrégularités dans les secteurs de la santé, de l'enseignement supérieur et universitaire et l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. En ce qui concerne, d'une part, les rémunérations, les résultats démontrent que des sommes importantes se percevaient avec des doublons dans les listes de paie, sur des personnes décédées, des déserteurs et des fictifs.

**Ituri : les opérateurs économiques appelés à garder leurs fonds en banque pour leur sécurité.** Les banques demeurent de nos jours les lieux privilégiés pour conserver en sécurité son argent, a conseillé vendredi 12 février le commissaire spécial adjoint de l'Ituri en charge de l'administration, Etienne Unega Ege. Etienne Unega Ege trouve inconcevable que les gens gardent plus de 10 000 USD à la maison pendant qu'il y a des banques à Bunia.

**Kinshasa: l'avocat de Martin Fayulu exige la libération de son client.** L'avocat du député national Martin Fayulu Madidi exige la libération de son client, arrêté dimanche 14 février au siège de son parti, dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa. Il a affirmé que Martin Fayulu a été «enlevé» par un officier des FARDC et emmené vers une destination inconnue pendant qu'il préparait, avec les cartes de son parti (Ecidé), la journée du 16 février.

**Goma: clôture de la 3<sup>e</sup> édition du Festival Amani.** La troisième édition du Festival de musique et de danse «Amani» a fermé ses portes, dimanche 14 février, à Goma (Nord-Kivu). Placée sous le thème: «Danser pour changer, chanter pour la paix», cette activité entend consolider la culture de la paix et la réconciliation entre peuple d'une contrée en proie à des conflits armés depuis plus de deux décennies. Ce festival a connu la

participation des artistes congolais et de la sous-région des Grands lacs dont Noel Ngiama Makanda dit Werra Son.

### **Lundi 15 février.**

**Kinshasa : le député Martin Fayulu libéré.** Le député de l'opposition et président du parti politique Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) Martin Fayulu a été libéré dimanche vers 21h20 heures locales. Il avait été interpellé en début d'après-midi de la même journée par huit personnes dont cinq militaires armés et trois personnes habillées en civils. Joint par Radio Okapi après sa libération, Martin Fayulu dit ignorer jusqu'à présent les raisons de son « enlèvement ». Il indique cependant avoir été tabassé et emmené de force depuis son bureau à la Demiap, les renseignements militaires.

**Election gouverneurs: un formulaire des candidats retiré à Mbandaka.** Cinq jours après la publication du calendrier de l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs des 21 nouvelles provinces, le bureau de réception des candidatures de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Mbandaka (Equateur) n'a enregistré qu'un seul retrait des formulaires de candidats.

**Lac Kivu: pas de trafic entre Goma et Bukavu.** Le trafic sur le lac Kivu entre Goma et Bukavu est interrompu depuis le 2 février. Les propriétaires des bateaux qui assurent le trafic entre les deux villes sur le lac sont en grève. Ils protestent contre la majoration de la taxe d'embarquement par les autorités du Nord-Kivu. D'après des sources locales, cette taxe est passée en janvier dernier de 200 francs congolais (environ 0,2 USD) à 1 650 francs congolais (environ 1,8 USD).

**Ituri: 5 miliciens FRPI tués dans des affrontements avec l'armée.** Cinq combattants de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont été tués et neuf autres capturés lors des combats avec des militaires congolais. L'armée multiplie depuis le samedi dernier, des attaques contre les positions de ces miliciens dans la chefferie de Walendu Bindî, à une soixantaine de kilomètres au Sud de Bunia (Ituri).

**Ex-Katanga: Moïse Katumbi souscrit à la journée ville morte du 16 février.** L'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, appelle les habitants de cette province démembrée d'observer une journée ville morte le mardi 16 février pour « amener les autorités à respecter la constitution ». Des regroupements de l'opposition invitent les Congolais « à rester à la maison, à ne pas aller au travail et à ne pas envoyer nos enfants à l'école » le 16 février.

**Martin Fayulu exige la restitution des biens confisqués lors de son arrestation.** Les avocats du député national Martin Fayulu, président du parti politique de l'opposition Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé), exige la restitution de tous les biens de leur client confisqués par les services des renseignements militaires, ex-Détection militaire des activités anti-patrie (Demiap). « Vers 21heures, on va lui accorder la liberté en confisquant sa Jeep, ses carnets de chèque, une somme de 670 dollars, quelques autres objets qu'il détenait », affirme Me Jean-Marie Kabengela, un avocat du député.

**Bunia: 34 nouveaux cas de choléras enregistrés.** Trente-quatre personnes qui souffrent de choléra ont été enregistrées lundi 15 février au centre de traitement de cette maladie situé à l'hôpital général de Bunia. Selon le médecin chef de zone de santé de Bunia Docteur Prosper Ukurfua, depuis le 21 janvier dernier, cent vingt-trois cas dont quatre décès ont été enregistrés.

**Tshopo: rareté des légumes à Kisangani.** Les légumes sont de moins en moins visibles sur les marchés de la ville de Kisangani (Tshopo). Selon les paysans, cette rareté est consécutive à la longue période de sécheresse que connaît la région depuis le mois de décembre dernier.

**RDC: controverse sur la journée du 16 février.** La Dynamique de l'opposition, le G7 et le Front anti-dialogue maintiennent leur appel à une journée «ville-morte» le 16 février en RDC. L'objectif est de dire non à la révision de la constitution et oui à l'alternance au pouvoir le 20 décembre 2016, a précisé Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC). Mais le Gouvernement insiste sur le caractère ouvrable de cette journée, menaçant de sanctionner tout fonctionnaire qui s'absenterait de son lieu de travail. Il est aussi prévu un déploiement policier à travers Kinshasa pour interpellier ceux qui tenteraient d'empêcher les autres à aller travailler.